

# « Des décisions drastiques » : au Grand Lyon, la droite prépare le terrain pour un plan d'austérité



Publié le 23 juin 2026 à 12h14

Modifié le 23 juin 2026 à 16h29

Temps de lecture : 4 minutes

[Enregistrer cet article](#)

Par [Mathieu Périssé](#)

En s'appuyant sur un audit extérieur commandé dans les premiers jours de son mandat, l'exécutif de Véronique Sarselli a brossé lundi un tableau catastrophique de la situation financière de la Métropole et esquissé quelques pistes d'économies, notamment sur certaines dépenses sociales.

**U**n diagnostic alarmiste... avant le remède de cheval? Ce lundi 22 juin, la présidente de la métropole de Lyon Véronique Sarselli avait convoqué la presse lyonnaise pour se livrer à un grand classique des nouveaux élus : le dézingage de la gestion financière de ses prédécesseurs, en l'occurrence celle des écologistes entre 2020 et 2026. Et rien de tel qu'un audit «indépendant» sur le dernier mandat pour habiller ses propres choix politiques en évidences incontournables.

Commandé au cabinet de conseil Ernst & Young Audit pour près de 70 000 euros, comme l'avait révélé Mediacités, cet «audit flash financier» aura été réalisé en quelques semaines, le temps de compiler des chiffres déjà en la possession du Grand Lyon et d'en tirer quelques infographies censées éclairer les élus. Son contenu n'a toutefois pas été communiqué

en intégralité lors du conseil métropolitain, mais seulement une synthèse.

## **Winter is coming**

L'analyse qui en résulte est limpide aux yeux de la majorité métropolitaine, emmenée par Les Républicains. La collectivité dépense trop. «Les grands équilibres sont dégradés, les dépenses de fonctionnement ont fortement augmenté, de 300 millions d'euros en plus de 2019 à 2025. L'épargne brute se dégrade, alors que les recettes fiscales sont en hausse», a résumé Véronique Sarselli devant les journalistes, avant de promettre «des décisions drastiques» à venir pour remettre les pendules à l'heure.

Plus précisément : pour l'instant tout va bien, comme en témoigne l'examen du Compte financier unique (CFU) lors de la même séance, montrant que la collectivité présente 139 millions d'euros d'excédents en 2025 et un ratio de désendettement de seulement quatre ans et sept mois. Mais «l'hiver arrive», a résumé Pascal Rothé, vice-président chargé des finances, missionné pour une explication de Power Point devant l'hémicycle.

«Ce n'est pas parce qu'une situation financière est satisfaisante à un "instant T" qu'elle ne s'inscrit pas pour autant dans une dynamique insoutenable à terme», a estimé Pascal Rothé, décrivant «l'effet ciseau négatif» qui guette le Grand Lyon. D'un côté, les dépenses de fonctionnement ont augmenté deux fois plus vite que les recettes lors du précédent mandat. De l'autre, la Métropole a connu une «rupture» à partir de 2023, avec une baisse des droits de mutation à titre onéreux (DTMO, souvent désignés sous l'appellation «frais de notaires») à cause du ralentissement du marché immobilier, doublé d'une diminution durable des dotations de l'Etat.

## **«Oui les dépenses sociales augmentent parce que les besoins augmentent»**

Selon Pascal Rothé, cette rupture a été en partie compensé par des coupes dans les effectifs à la toute fin du mandat des écologistes, mais l'effort reste insuffisant pour rééquilibrer les comptes à long terme.

Une interprétation aussitôt réfutée par les poids lourds de la gauche. «La

bonne foi n'est pas un défaut, vous héritez d'une collectivité saine, avec une dette légèrement inférieure à celle dont nous avons héritée en 2020», a lancé le maire (PS) de Villeurbanne Cédric Van Styvendael. «Ce que vous avez montré avec cet audit, c'est que la gauche est capable de gouverner», abonde l'ancienne maire socialiste de Vaulx-en-Velin Hélène Geoffroy, tandis que Renaud Payre, co-président du groupe écologiste, ironisait sur le prix de cet audit : «70000 euros pour découvrir une bonne nouvelle. Est-ce là vraiment votre conception d'une bonne gestion des deniers publics?».

## **RSA Jeunes et politique d'hospitalité dans le viseur**

Pour l'heure, l'exécutif ne met pas sur la table de proposition concrète, mais il suggère déjà plusieurs pistes pour couper dans les dépenses. A commencer par certaines dépenses sociales, qui constituent le premier poste de fonctionnement de la collectivité.

Selon Pascal Rothé, le maintien des «dispositifs extra-légaux», c'est-à-dire non-obligatoires, mis en place par les écologistes et la gauche, comme certains dispositifs de lutte contre le sans-abrisme ou le RSA Jeunes (RSA-J), serait «incompatible avec des recettes stagnantes à long terme» et leur révision «indispensable». Pour rappel, le RSA-J a représenté 2,5 millions d'euros de dépenses en 2025, sur un budget de près de 4 milliards d'euros.

L'attaque contre la politique de Bruno Bernard a fait réagir Fanny Dubot, co-présidente du groupe d'opposition écologiste. «Oui les dépenses sociales augmentent parce que les besoins augmentent, a répondu la maire du 7<sup>e</sup> arrondissement de Lyon. Si le reproche fait à la majorité précédente est d'avoir consacré davantage de moyens à la protection des enfants, à l'accompagnement des personnes âgées, aux personnes en situation de handicap ou aux bénéficiaires du RSA, alors oui nous assumons ces choix. Et nous ne considérerons jamais que ces politiques publiques sont des dépenses de confort dont on pourrait se débarrasser à la première difficulté financière.»

## **Les investissements du Sytral en question**

Pour éviter une sortie de route présentée comme inéluctable autrement, l'exécutif souhaite également «requestionner» la programmation pluriannuelle d'investissements (PPI) du Sytral. L'autorité organisatrice des transports en commun lyonnais a prévu d'investir 6,4 milliards d'euros entre 2024 et 2033, notamment dans la perspective de nouvelles lignes de tramway et d'un renouvellement du matériel roulant. Ce plan

sera financé grâce à un recours massif à l'emprunt, mais se fonde sur des hypothèses «fragiles» et pourrait «dégrader» la situation financière du Sytral, aujourd'hui plutôt bonne, comme s'en inquiétait la Chambre régionale des comptes l'année dernière.

La majorité de Véronique Sarselli pourrait donc revoir à la baisse les ambitions de la Métropole en matière de mobilités. A commencer peut-être par son projet de métro E entre Bellecour et Tassin-la-Demi-Lune, chiffré à 1,4 milliard d'euros dans son programme. A moins qu'elle ne commence par des économies plus modestes, par exemple en ne quadruplant pas ses indemnités de présidente du Sytral, qui devraient passer ce mercredi 24 juin de 727 à 2877 euros bruts par mois.